

La démocratie et la citoyenneté

Le Grand Débat fait suite à un mouvement populaire : pas de leaders, pas de syndicats etc...

Résultat de l'angoisse et de l'inquiétude sur la vie de tous les jours.

Lié à :

- une précarité,
- une injustice sociale et fiscale.

14 % de la population sous le seuil de pauvreté (1 enfant sur 5).

Travailleurs pauvres, notamment des femmes.

1 % les plus riches disposent de 20 % du patrimoine national.

Le chômage c'est :

- Une question de santé publique,
- Un impact social :
 - Séparations,
 - Vie scolaire des enfants perturbée,
 - Retard arrivée du 1^{er} enfant,
 - Gens qui dorment dans leur voiture,
 - Des travailleurs précaires.

La France :

- 5^e PIB mondial sur 228 pays ;
- Revenu moyen : 20^e position.

La charité aux retraités : ce n'est pas vrai !

Le problème de la fiscalité.

Le « bas peuple » n'a pas le droit de parler.

Désaffection des services publics.

Le mouvement des Gilets jaunes n'a pas d'expression démocratique.

La démocratie ne peut être que représentative.

Laissons agir nos représentants pendant leur mandat.

Le référendum : garde-fou possible.

Réfléchissons à l'échelon local : la démocratie à l'échelle du village.

Pour l'avenir : établir des liens entre les élus municipaux et les autres habitants.

Nous sommes tous concernés par les problèmes qui ne se limitent pas à la commune.

Dans une commune, il faut qu'il y ait des chefs.

Démocratie représentative et démocratie participative : les deux sont complémentaires.

Il faut les faire coexister en permanence.

Le parlement européen : quelles interactions entre ce parlement et les citoyens ?

Interactions positives afin de prendre en compte ce que les citoyens peuvent proposer : écouter ce que disent les citoyens.

Fracture entre les élus et les citoyens.

Il faut dépasser les constatations et trouver des solutions utiles.

Dans les entreprises (notamment les petites), problème de l'embauche difficile en raison des charges.

Les référendums en Suisse : est-ce possible en France ?

Chez nous, sens de l'affrontement et non recherche du compromis.

Problème de cultures différentes Suisse/France.

Mais le compromis, le dialogue... ça s'apprend.

Davantage de participation souhaitée au niveau municipal.

Tout doit partir du plan local.

Il doit y avoir :

- Plus de discussions, de participation, de transparence au niveau local ;
 - Plus de communication du Conseil Municipal : tous les 6 à 10 mois.
-
-

Cela a déjà été proposé mais les gens ne se sont pas trop dérangés !

Aujourd'hui ce n'est pas pareil qu'avant, il faut se réunir autour d'une idée.

Les citoyens de Cucuron peuvent assister aux séances du Conseil municipal.

A Cucuron, les occasions de se rencontrer sont nombreuses (musée, cinéma, Anglais entre Amis...).

Possibilité d'échanger, de développer des idées.

Ce sont les gens de la Commission Européenne qui ont un réel pouvoir.

Qu'est-ce qu'on pourrait faire pour que les gens se sentent plus concernés ?

Que faire pour qu'ils soient là ?

Une expérience à signaler :

Ansouis, il y a un mois, une réunion du Grand Débat organisée par les associations avec l'appui de la mairie : une soixantaine de personnes étaient présentes.

Il faut rappeler qu'un nombre important de personnes (membres d'associations, élus...) travaillent comme bénévoles.

Les compétences qui sont transférées des communes sur les communautés de communes ou d'agglomération...,

Le regroupement critiquable des régions ex : Rhône-Alpes – Auvergne,

Tout cela traduit des évolutions des organisations locales imposées par le national.

Des difficultés à mobiliser les gens :

- Chape de plomb qui tombe sur les citoyens (système administratif) ;
- Évolution du numérique : démobilitation des citoyens qui subissent ;
- Dérive monumentale : les citoyens ne se sentent plus défendus... par les services publics ;
- Rien n'est fait pour protéger le citoyen ;
- Poids de l'économie dans la société, sur le plan national et européen
- A quoi ça sert d'aller voter... pression des lobbies à tous les niveaux : c'est l'anti-démocratie.

Nous sommes inondés de publicités.

Il faut protéger les citoyens.

Nous sommes devenus objets de consommation.

Que doit-on faire pour palier à tout ça car on se fait dévorer ?

Il faut mettre en place des mécanismes pour nous protéger.

La démocratie est en danger.

Nous sommes harcelés par des appels téléphoniques intempestifs : comment arrêter ça ?

Des solutions :

- Écrire une nouvelle constitution ;
- Il existe des organismes spécialisés qui ne remplissent pas leur rôle (et qui, sous-entendu, nous coûtent cher) ;
- Précarité : mettre en place un revenu de base universel. C'est un projet intéressant présenté pour la première fois en 1500.

Revenu universel : la Finlande qui l'avait mis en place l'a arrêté...

De plus, il faut des ressources pour le financer et nous n'avons pas les moyens.